



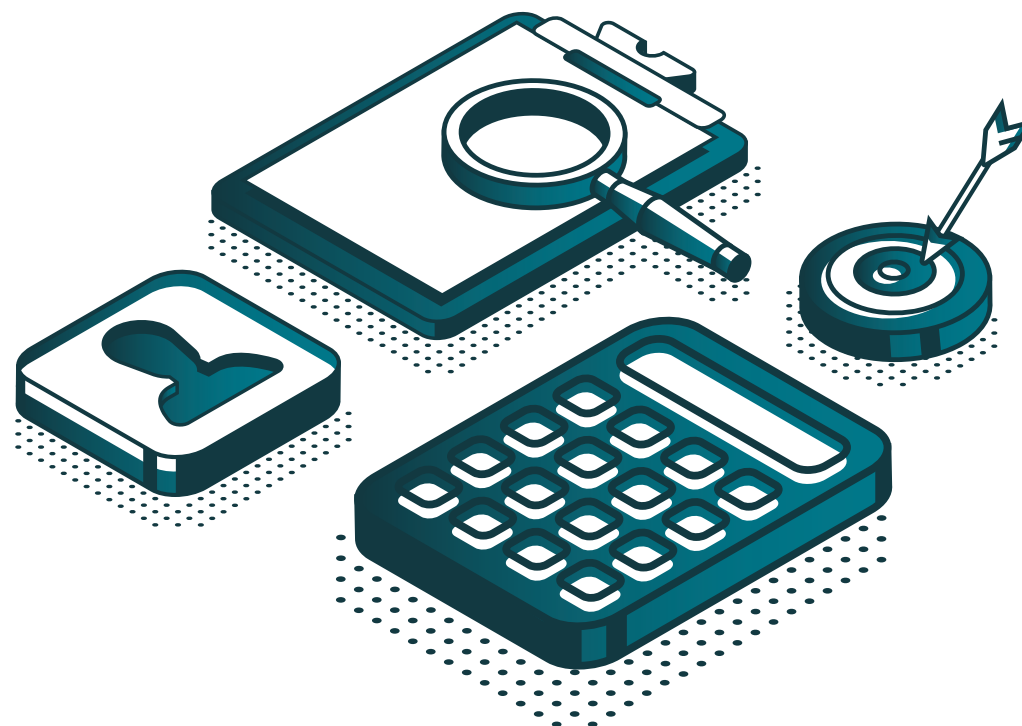
# FOCUS PAIE

TOUTES LES NOUVEAUTÉS LÉGALES

- 2019 -

**FORMAT vous propose une synthèse des nouveautés légales et des calculs mis en place dans vos bases de paie.**

À travers ce document, nous mettons à votre disposition un accompagnement destiné à clarifier l'ensemble de vos questions. En effet, ce guide sera mis à jour à chaque évolution légale au cours de l'année. Dès lors, nous vous invitons à parcourir ce récapitulatif des évolutions sociales annuelles, d'un **point de vue théorique**, suivi d'**applications pratiques**. Enfin, afin de garantir le bon fonctionnement de vos paies, vos retours et questionnements nous seront précieux.



**CONSULTER**



## 1 / SMIC ET PLAFOND

- Évolutions réglementaires
- Plafond Sécurité Sociale

PAGE 4

## 2 / FUSION AGIRC - ARRCO

- Évolutions réglementaires
  - Répartition des cotisations
  - Nouvelles cotisations
  - Cotisation APEC
  - **En pratique**
- > Résumé de cotisations

PAGE 6

## 3 / RÉDUCTION COTISATION MALADIE

- Évolutions réglementaires
  - Fonction des rubriques
  - **En pratique**
- > Allègement des cotisations  
> Rappel de la formule

PAGE 12

## 4 / RÉDUCTION GÉNÉRALE EX-FILLON

- Évolutions réglementaires
  - Formule et calculs
  - **En pratique**
- > URSSAF et Retraite  
> Affichages dans les bulletins

PAGE 18

## 5 / LES EXONÉRATIONS CIBLÉES

- Évolutions réglementaires
  - Fiche de Paie apprentis
  - **En pratique**
- > Résumé de cotisations apprenti  
> Bulletin apprenti

PAGE 24

## 6 / LA LODEOM

- Évolutions réglementaires
  - Barèmes d'exonération
  - **En pratique**
- > Barèmes d'éligibilité

PAGE 29

## 7 / LE FORFAIT SOCIAL

- Évolutions réglementaires

PAGE 33

## 8 / LE TAUX TRANSPORT

- Évolutions réglementaires
  - **Documents à consulter**
- > Lettre circulaire n° 2018-0000039  
> Module de recherche des taux VT

PAGE 35



## 9 /

### EXONÉRATION

### HEURES SUPPLÉMENTAIRES

- Évolutions réglementaires

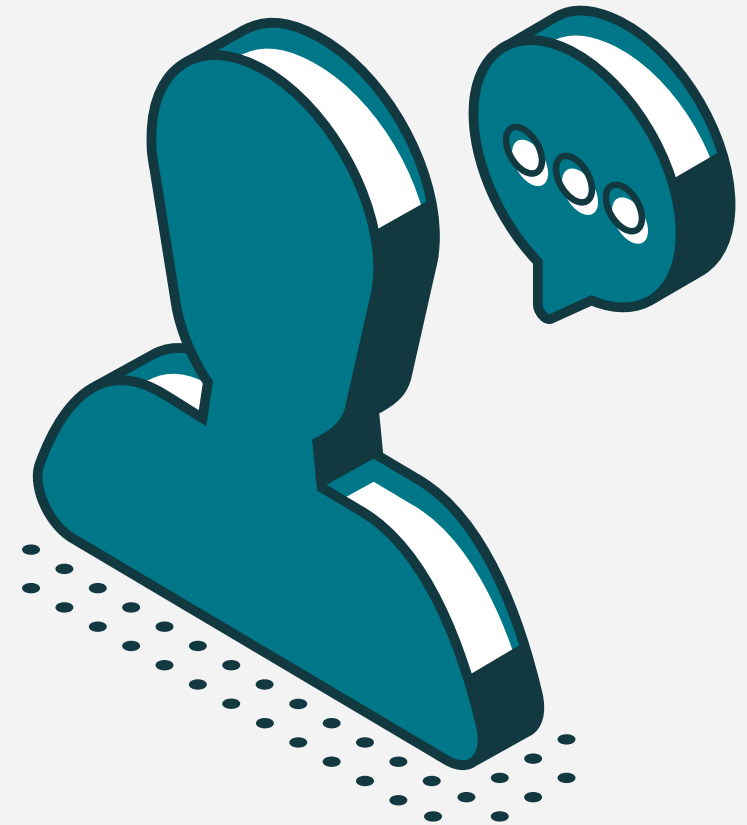
PAGE 37

# 1/ SMIC ET PLAFOND MONTANT 2019

## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Le montant du SMIC brut horaire est fixé à 10,03 €, soit 1521,22 € mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures mensuelles. À Mayotte, son montant est fixé à 7,57 € l'heure.

Pour le plafond de la Sécurité Sociale, de nouveaux taux sont également appliqués en 2019.



## • LE SMIC

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) est le salaire horaire en dessous duquel il est interdit de rémunérer un salarié, et ce, quelle que soit la forme de sa rémunération (au temps, au rendement, à la tâche, à la pièce, à la commission ou au pourboire). Le SMIC s'applique sur l'ensemble du territoire métropolitain, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, et dans les collectivités d'Outre-mer de Saint-Barthélémy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Un salarié de moins de 18 ans qui n'a pas encore 6 mois de pratique professionnelle dans sa branche d'activité peut percevoir un SMIC minoré.

Montants au 1<sup>er</sup> janvier 2019

Smic	Smic horaire brut	Smic brut mensuel (base 35 h par semaine)
Cas général	10,03 €	1 521,22 €
Salariés entre 17 et 18 ans (abattement de 10 %)	9,03 €	1 369,55 €
Salariés de moins de 17 ans (abattement de 20 %)	8,02 €	1 216,37 €

## • LE PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (PMSS)

Le plafond de Sécurité Sociale est le montant maximum des rémunérations ou gains à prendre en compte pour le calcul de certaines cotisations.

Le plafond est fonction de la périodicité de la paie (mensuelle, trimestrielle, par quinzaine...).

C'est le plafond mensuel qui est généralement utilisé.

	2019	2018	2017	2016
Année	40 524 €	39 732 €	39 228 €	38 616 €
Trimestre	10 131 €	9 933 €	9 807 €	9 654 €
Mois	3 377 €	3 311 €	3 269 €	3 218 €
Quinzaine	1 689 €	1 656 €	1 635 €	1 609 €
Semaine	779 €	764 €	754 €	743 €
Jour	186 €	182 €	180 €	177 €
Heure	25 €	25 €	24 €	24 €

## 2 / FUSION AGIRC - ARRCO

### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

**Les régimes Agirc et Arrco fusionnent au 1<sup>er</sup> janvier 2019 en un seul régime, le régime Agirc-Arrco.**

Ce régime, piloté et géré par les partenaires sociaux, s'inscrit dans la continuité des deux régimes Agirc et Arrco. Plus simple et plus lisible, il garantit les droits des actifs et des retraités.

Régime de retraite obligatoire par répartition pour tous les salariés du secteur privé, il fonctionne par points.



• RÉPARTITION DES COTISATIONS

Charges sociales et fiscales au 01/01/2019	Partie du salaire	Taux salarial	Taux patronal
<b>Retraite : Régime fusionné Agirc-Arrco</b>			
Tranche 1	Jusqu'à 1 plafond SS	<b>3,15</b>	<b>4,72</b>
Tranche 2	Entre 1 et 8 plafond SS	<b>8,64</b>	<b>12,95</b>



Les cotisations s'appliquent sans distinction entre les non-cadres et les cadres.

## • LES NOUVELLES COTISATIONS

### 2 nouvelles contributions ont été créées :

- Une Contribution d'Équilibre Général (CEG)
- Une Contribution d'Équilibre Technique (CET)

Charges sociales et fiscales au 01/01/2019	Partie du salaire	Taux salarial	Taux patronal
CEG T1 (Contribution d'Equilibre Générale)	Jusqu'à 1 plafond SS	<b>0,86</b>	<b>1,29</b>
CEG T2 (Contribution d'Equilibre Générale)	Entre 1 et 8 plafond SS	<b>1,08</b>	<b>1,62</b>
CET (Contribution d'Equilibre Technique)	T1+T2 si salaire > plafond SS	<b>0,14</b>	<b>0,21</b>



## • LA COTISATION APEC

Le régime APEC actuel est reconduit au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les salariés cadres.

Charges sociales et fiscales au 01/01/2019	Partie du salaire	Taux salarial	Taux patronal
APEC (uniquement pour les cadres)	Tranches A et B	0,024	0,036



### Retraite apprentis cadres

L'APEC n'est pas concernée par l'exonération en fonction du niveau de rémunération de l'apprenti cadre.

• TABLEAU DE SYNTHÈSE

Veillez pointer vos états résumés de cotisations avec le tableau ci-dessous afin de contrôler si vos cotisations retraites se calculent correctement.

Cotisations	Assiette	Taux de calcul des points	Taux global	% répartition	Taux salarial	Taux patronal
Retraite T1	Dans la limite de 1 plafond	6,20%	7,87%	40/60	3,15%	4,72%
Retraite T2	Compris entre 1 et 8 plafonds	17%	21,59%	40/60	8,64%	12,95%
CEG T1	Dans la limite de 1 plafond		2,15%	40/60	0,86%	1,29%
CEG T2	Compris entre 1 et 8 plafonds		2,70%	40/60	1,08%	1,62%
CET <sup>(1)</sup>	Jusqu'à 8 plafonds		0,35%	40/60	0,14%	0,21%
APEC <sup>(2)</sup>	Jusqu'à 4 plafonds		0,06%	40/60	0,024%	0,036%
Décès <sup>(2)</sup>	Dans la limite de 1 plafond		1,5%	100%		1,50%

<sup>(1)</sup> La cotisation CET concerne uniquement les salariés dont le salaire est supérieur au plafond de la sécurité sociale

<sup>(2)</sup> Pour les cadres uniquement . Celle ci peut parfois faire l'objet d'un contrat de prévoyance distinct de celui de la retraite

• EN PRATIQUE

Exemples d'états résumés de cotisations :

• Cotisation Non Cadre > au PLSS

4610	Retraite T1	3,150	4,720	7,870	3762,50	3377,00	106,38	159,39	265,77
4615	Retraite T2	8,640	12,950	21,590	3762,50	385,50	33,31	49,92	83,23
4620	Contribut <sup>e</sup> Equilibre Technique	0,140	0,210	0,350	3762,50	3762,50	5,27	7,90	13,17
4625	CEG T1	0,860	1,290	2,150	3762,50	3377,00	29,04	43,56	72,60
4630	CEG T2	1,080	1,620	2,700	3762,50	385,50	4,16	6,25	10,41
4635	APEC	0,024	0,036	0,060	3762,50	3762,50	0,90	1,35	2,25
	<b>Total Fusion AGIRC-ARC</b>						<b>179,06</b>	<b>268,37</b>	<b>447,43</b>

• Cotisation Cadre > au PLSS

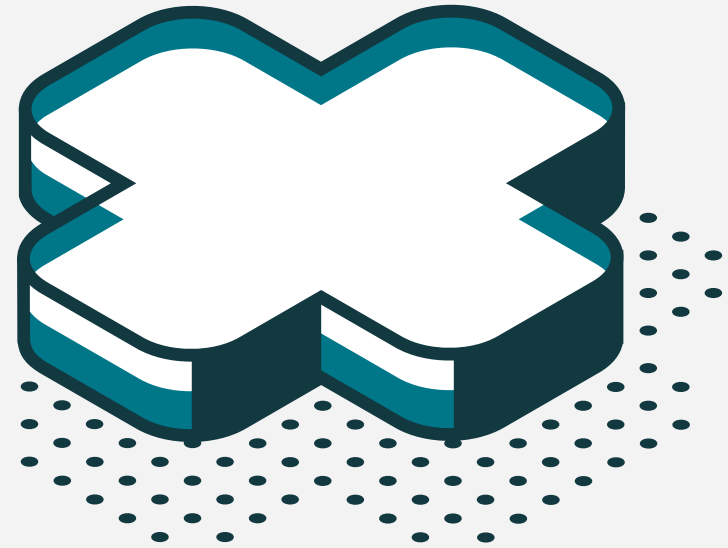
4610	Retraite T1	3,150	4,720	7,870	23012,51	3377,00	106,38	159,39	265,77
4615	Retraite T2	8,640	12,950	21,590	23012,51	19635,51	1696,51	2542,80	4239,31
4620	Contribut <sup>e</sup> Equilibre Technique	0,140	0,210	0,350	23012,51	23012,51	32,22	48,33	80,55
4625	CEG T1	0,860	1,290	2,150	23012,51	3377,00	29,04	43,56	72,60
4630	CEG T2	1,080	1,620	2,700	23012,51	19635,51	212,06	318,10	530,16
4635	APEC	0,024	0,036	0,060	23012,51	13508,00	3,24	4,86	8,10
	<b>Total Fusion AGIRC-ARC</b>						<b>2079,45</b>	<b>3117,04</b>	<b>5196,49</b>

# 3 / RÉDUCTION DE COTISATION MALADIE

## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le taux patronal de la cotisation maladie est réduit de 6% si :**

- L'employeur entre dans le champ d'application de la réduction générale des cotisations et contributions patronales.
- Les rémunérations ou gains n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC sur l'année.



• ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Charges sociales et fiscales au 01/01/2019	Partie du salaire	Taux salarial	Taux patronal
<b>Sécurité Sociale</b>			
Maladie, Maternité, Invalidité, décès	Totalité	0,00	7,00
Départements Alsace Moselle	Totalité	1,50	7,00
	Selon la rémunération		+/- 6

• FONCTION DES RUBRIQUES

**2100**

*(ou autre selon votre plan de paie)*

Cotisation maladie au taux « réduit » à 7% => est toujours calculée dans les bulletins.

**2126**

*(ou autre selon votre plan de paie)*

Complément maladie au taux de 6% => se déclenche lorsque la rémunération annuelle dépasse 2,5 SMIC annuel.

**2128**

*(ou autre selon votre plan de paie)*

Régul négative Maladie au taux de -6% => annule un complément maladie payé sur le(s) mois précédent(s) lorsque la rémunération annuelle repasse en dessous de 2,5 SMIC annuel et qu'un complément maladie reste à récupérer.



Les valeurs annuelles s'étendent du mois de début d'année jusqu'au mois en cours.

• EN PRATIQUE

Exemples d'états résumés de cotisations :

exemple d'un salaire > à 2,5 SMIC

2100	URSSAF Maladie Mat Inval Décès	0,000	7,000	7,000	23012,51	23012,51		1610,88	1610,88
2126	Complément maladie	0,000	6,000	6,000	23012,51	23012,51		1380,75	1380,75
2130	URSSAF Vieillesse dé plafonnée	0,400	1,900	2,300	23012,51	23012,51	92,05	437,24	529,29
2200	URSSAF Vieillesse plafonnée	6,900	8,550	15,450	23012,51	3377,00	233,01	288,73	521,74
2310	URSSAF Alloc. Familial. Réduit	0,000	3,450	3,450	23012,51	23012,51		793,93	793,93
2320	Complément Alloc. Familiales	0,000	1,800	1,800	23012,51	23012,51		414,23	414,23
2400	URSSAF Accident du Travail	0,000	Calculé	0,000	23012,51	23012,51		506,28	506,28
2616	URSSAF FNAL en totalité	0,000	0,500	0,500	23012,51	23012,51		115,06	115,06
4030	Chômage - Réduction salariale	2,400	0,000	-2,400	23012,51	13508,00	-324,19		-324,19
5900	URSSAF Taxe transport	0,000	Calculé	0,000	23012,51	23012,51		655,86	655,86
6000	Forfait social sur prévoyance	0,000	8,000	8,000	344,08	344,08		27,53	27,53
7000	C.S.G. non déductible	2,400	0,000	2,400	23012,51	22609,79	542,63		542,63
7005	C.S.G. non deduct. non abattu	2,400	0,000	2,400	344,08	344,08	8,26		8,26
7010	C.R.D.S.	0,500	0,000	0,500	23012,51	22609,79	113,05		113,05
7015	C.R.D.S. non abattu	0,500	0,000	0,500	344,08	344,08	1,72		1,72
7100	C.S.G Déductible	5,100	0,000	5,100	23012,51	22609,79	1153,10		1153,10
7105	C.S.G Déductible non abattu	5,100	0,000	5,100	344,08	344,08	17,55		17,55
7900	Cotisation Solidarité	0,000	0,300	0,300	23012,51	23012,51		69,04	69,04
	<b>Total URSSAF</b>						<b>1837,18</b>	<b>6299,53</b>	<b>8136,71</b>



• EN PRATIQUE (suite)

La réduction de cotisation maladie s'ajoute au total d'allègement en pied de bulletin pour les salaires n'excédant pas 2,5 SMIC.

<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>								<b>1708,52</b>
dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations chômage et maladie								86,38
<b>Impôt sur le revenu</b>				<b>Base</b>	<b>Taux de prélèvement à la source</b>	<b>Montant</b>		
Impôt sur le revenu prélevé à la source				1834,37	0,00	0,00		
						<b>Net payé en euros</b>		
						1708,52		
<b>Cumuls</b>	<b>Salaires brut</b>	<b>Charges salariales</b>	<b>Charges patronales</b>	<b>Avantages en nature</b>	<b>Net imposable</b>	<b>Heures travaillées</b>	<b>Heures supplémentaires</b>	
Période	2239,22	469,50	276,00	0,00	1834,37	151,67	0,00	
Année	8535,54	1789,60	2090,03	0,00	6992,35	455,01	0,00	
<b>Compteurs</b>		<b>Pris</b>	<b>Restant</b>	<b>Acquis</b>	<b>Dates de congés</b>			
Congés		5,0000	20,0000	6,2400	Du 18/03/19	Au 22/03/19		
Repos compensateur		0,0000	0,0000	0,0000	Du	Au		
					Du	Au		
						<b>Allègement des cotisations employeur</b>		<b>747,56</b>
						<b>Total versé par l'employeur</b>		<b>2515,22</b>

Pour la définition des termes employés, se reporter au site internet service-public.fr rubrique cotisations sociales.  
 Pour vous aider à faire valoir vos droits, conservez ce bulletin de paie sans limitation de durée.

© Sage



• EN PRATIQUE (suite)

Rappel de la formule :

+ Complément allocation familiale (1,80% du BRUT)	=	$2\,239,22 * 1,80\%$	=	<b>40,31</b>
+ Complément maladie (6% du BRUT)	=	$2\,239,22 * 6\%$	=	<b>134,35</b>
+ LODEOM ou FILLON			=	<b>572,90</b>
			<hr/>	<b>747,56</b>



Ces cotisations sont cumulées dans l'allègement à condition qu'elles ne soient pas cotisées sur le bulletin du mois en cours.

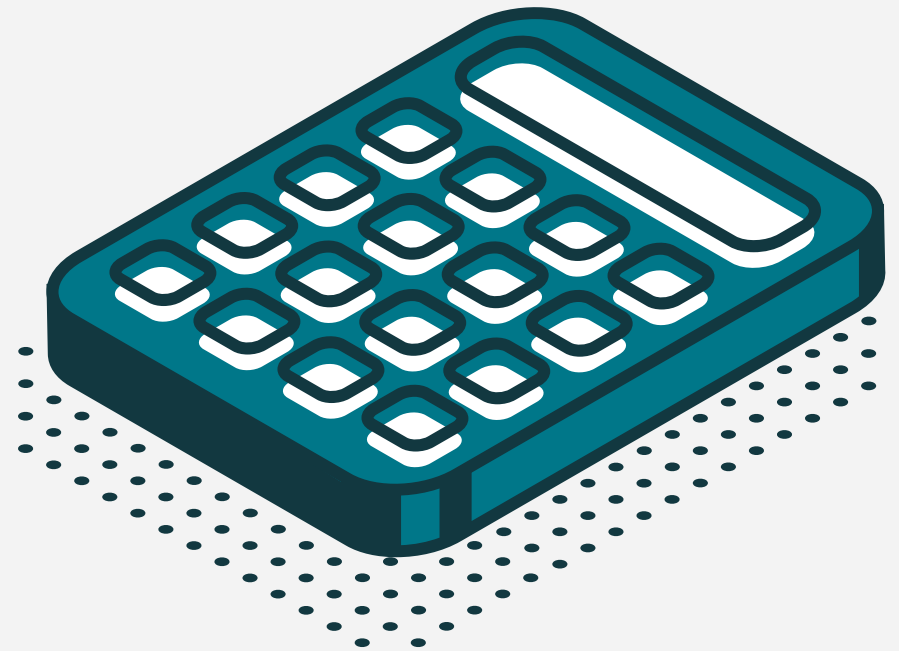
4 /

## LA RÉDUCTION GÉNÉRALE *EX-FILLON*

### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

À compter du **1<sup>er</sup> janvier 2019**, la **réduction générale de cotisations patronales**, encore appelée « *réduction Fillon* » diminue pour tenir compte de la baisse des cotisations patronales d'assurance maladie, de la baisse du taux AT/MP à prendre en compte et de l'intégration des cotisations patronales de retraite complémentaires.

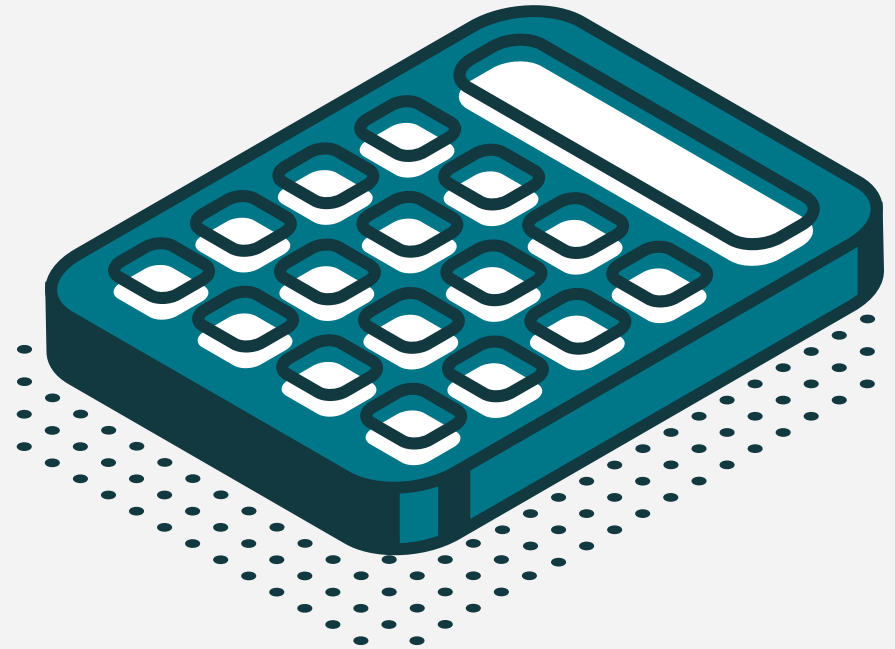
Le coefficient est arrondi à 4 chiffres après la virgule.

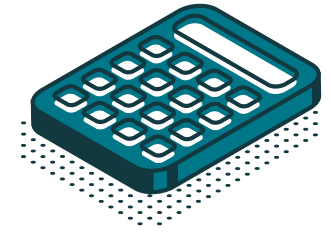


### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES (suite)

La réduction Fillon figure désormais sur deux lignes sur la plupart des logiciels de paie. Le mode de calcul est assez simple puisqu'il suffit de **multiplier le montant obtenu** par le **taux de cotisations de sécurité sociale** puis de le **diviser par le coefficient maximum**.

La **différence entre les deux** permet d'obtenir le montant à déduire des cotisations Agirc-Arrco. Cette séparation oblige à déclarer séparément la réduction Fillon et la réduction majorée Agirc-Arrco en DSN.





• FORMULE ET CALCULS

La formule de calcul ne change pas.

**exemple :** Entreprise soumise au FNAL à 0,10% et un salarié à temps complet sur toute l'année, touchant une rémunération égale à 1798,20 € (SMIC 2019)



Calcul du Coefficient :

$$\text{Coefficient} = (T^*/0,6) \times (1,6 \times \text{SMIC annuel} / \text{rémunération brute annuelle} - 1)$$

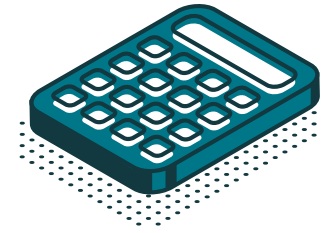
Soit =  $(0,2809/0,6) \times (1,6 \times 1521,25 / 1798,20 - 1) = 0,1655$



Calcul de l'Allègement :

$$\text{Montant annuel} = \text{rémunération brute annuelle} \times \text{Coefficient}$$

Soit =  $1798,20 \times 0,1655 = 297,60$



• EN PRATIQUE

URSSAF & RETRAITE

Le montant global de l'allègement est réparti entre les caisses de cotisations URSSAF et RETRAITE.

**TOTAL ALLÈGEMENT**

**Rubrique 6350\* – Sans caisse**

= rémunération brute annuelle x Coefficient

**Soit : 1798,20 \* 0,1655 = 297,60**

*\* ou autre, selon votre plan de Paie.*



**CGSS**

**Rubrique 6363\* – Code DUCS 671**

= rémunération brute annuelle x Coefficient

**Soit : 297,60 \* (0,2208 / 0,2809) = 233,93**

*\* ou autre, selon votre plan de Paie.*



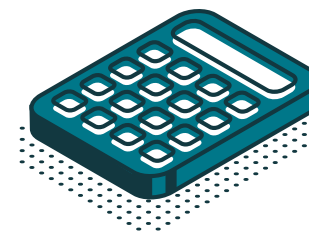
**RETRAITE**

**Rubrique 6364\* – Caisse retraite**

= rémunération brute annuelle x Coefficient

**Soit = 297,60 \* (0,0601 / 0,2809) = 63,67**

*\* ou autre, selon votre plan de Paie.*



• EN PRATIQUE (suite)

Affichage dans le bulletin calculé :

6350	Allègement des cotisations				0,00			-297,60
6363	Allègement cotis. URSSAF/(AC)				0,00			-233,93
6364	Allègement cotis. Retraite				0,00			-63,67

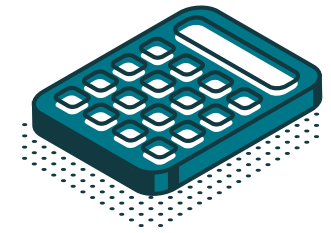
Affichage dans L'état résumé des cotisations :

• CGSS

2100	URSSAF Maladie Maternelle Décès	0,000	7,000	7,000	1796,20	1796,20		126,87	126,87	1
2130	URSSAF Maladie incapacité	0,400	1,800	2,200	1796,20	1796,20		34,17	41,36	1
2200	URSSAF Maladie pluriennale	6,600	8,550	15,150	1796,20	1796,20	124,08	151,75	277,83	1
2170	URSSAF Alloc. Familial. Raret	0,000	3,450	3,450	1796,20	1796,20		62,04	62,04	1
3400	URSSAF Accident du Travail	0,000	Calcul	0,000	1796,20	1796,20		21,38	21,38	1
2675	URSSAF INAL, patron	0,000	0,100	0,100	1796,20	1796,20		1,80	1,80	1
4000	Assurance Chômage	2,400	4,050	6,450	1796,20	1796,20		72,83	115,96	1
4030	Chômage - Réducteur salariale	2,400	0,000	-2,400	1796,20	1796,20	-43,15		-43,15	1
4200	AGS	0,000	0,150	0,150	1796,20	1796,20		2,70	2,70	1
5400	Contribution detteur social	0,000	0,016	0,016	1796,20	1796,20		0,29	0,29	1
5800	CGSS Taxe transport	0,000	Calcul	0,000	1796,20	1796,20		30,94	30,94	1
0000	Forfait social sur arbovitance	0,000	8,000	8,000				75,87	75,87	1
6363	Allègement cotis. URSSAF/(AC)				1796,20			-233,93	-233,93	1
7000	C.S.D. non déductible	2,400	0,000	2,400	1796,20	1796,73		42,40	42,40	1
7003	C.S.D. non déduct. non statu	2,400	0,000	2,400	75,87	75,87		1,82	1,82	1
7010	C.R.D.E.	0,500	0,000	0,500	1796,20	1796,73		8,83	8,83	1
7013	C.R.D.E. non statu	0,500	0,000	0,500	75,87	75,87		0,38	0,38	1
7100	C.S.D. Déductible	6,800	0,000	6,800	1796,71	1796,71		120,14	120,14	1
7103	C.S.D. Déductible non statu	6,800	0,000	6,800	75,87	75,87		5,16	5,16	1
7900	Coopérat. Solidaire	0,000	0,300	0,300	1796,20	1796,20		5,39	5,39	1
7903	Coopérat. tertiaire patronale	0,000	Calcul	0,000	-17,33	-17,33		-26,30	-26,30	1
	<b>Total CGSS</b>						<b>318,88</b>	<b>264,32</b>	<b>574,32</b>	

• Retraite

4610	Retraite T1	3,156	4,725	7,881	1796,20	1796,20		56,94	84,88	141,52	1
4625	CEG T1	0,800	1,200	2,000	1796,20	1796,20		15,46	23,20	38,86	1
6364	Allègement cotis. Retraite				-1796,20			-53,67	-63,67	-63,67	1
	<b>Total Fusion Arce Agi</b>							<b>12,16</b>	<b>44,41</b>	<b>116,31</b>	



• EN PRATIQUE (suite)

**Affichage dans le bulletin clarifié :**

Le montant d'allègement général (URSSAF/AC et AGIRC-ARRCO) est :

- À afficher sur la ligne « *Exonérations de cotisations employeur* ».

CSG déductible de l'impôt sur le revenu		1842,60	6,800		125,30	0,00
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu		1842,60	2,900		53,43	0,00
EXONERATION DE COTISATIONS EMPLOYEUR					0,00	-297,60
<b>TOTAL DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS</b>					<b>405,67</b>	<b>414,81</b>

- Additionné dans la rubrique « *Allègement de cotisations employeur* ».

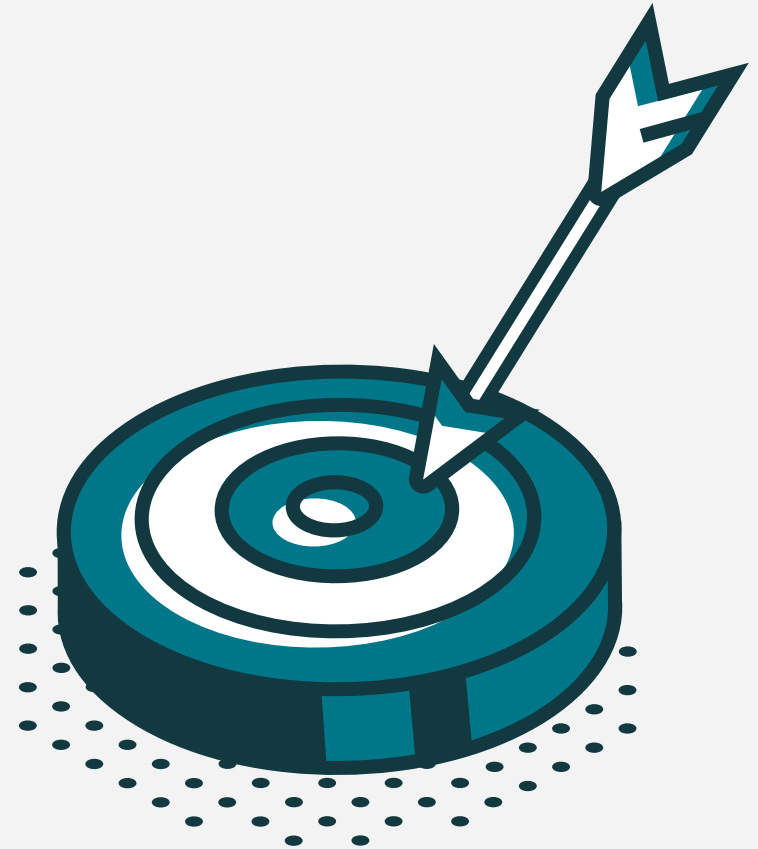
Allègement des cotisations employeur	437,86
--------------------------------------	--------

# 5 / EXONÉRATION CIBLÉES

## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

**La loi supprime, pour les périodes courant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, plusieurs exonérations de cotisations patronales spécifiques (loi art. 8).**

- Exonérations de cotisations applicables dans la limite du SMIC sur certains contrats de professionnalisation (ex. : ceux conclus avec des demandeurs d'emploi de 45 ans et plus).
- Exonération spécifique aux associations intermédiaires (c. séc. soc. art. L. 241-11 abrogé).





### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES (suite)

- Exonération attachée aux contrats d'**accompagnement dans l'emploi** ( par exception, les collectivités territoriales et les personnes morales de droit public pourront continuer à en bénéficier ) (c. trav. art. L.5134-31 abrogé).
- Exonération spécifique aux **ateliers et chantiers d'insertion** (ACI) ( par exception, les employeurs publics mettant en place des ACI y auront encore droit ) ( loi 2013-1203 du 23 décembre 2013, art. 20-IV modifié ).
- Exonération attachée aux **contrats d'apprentissage** ( les employeurs publics pourront continuer à en bénéficier ) ( c. trav. art. L. 6243-2 modifié et L. 6227-8- 1 nouveau )\*.

**En paie, les bulletins des contrats exonérés sont identiques aux cas généraux.**



## • LA FICHE DE PAIE DES APPRENTIS

### Les principales nouveautés en 2019 :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et pour tous les apprentis, le **calcul des cotisations sociales** ne se fait plus **sur la base d'un forfait**. Les cotisations sociales des apprentis sont désormais calculées sur la **base du salaire réel des apprentis** et l'employeur bénéficie de la réduction générale de cotisations patronales, devenue **plus favorable** que les anciennes exonérations de cotisations calculées sur le forfait.

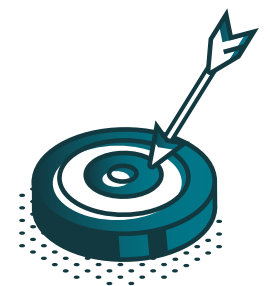
- Toutes les cotisations doivent apparaître sur les fiches de paie, à l'exception de la CSG et de la CRDS dont l'exonération reste acquise. Le bulletin de paie des apprentis suit ainsi le modèle du bulletin de paie simplifié.

- L'apprenti est affilié à la retraite complémentaire Agirc- Arrco. Par conséquent, il est également concerné par la fusion Agirc-Arrco.

- L'exonération de taxe d'apprentissage et de formation professionnelle continue reste valable.



Du côté du salarié, l'exonération de charges salariales est désormais limitée à 79% du SMIC. Un apprenti de 26 ans et plus, paiera un minimum de cotisations salariales. Les apprentis de moins de 26 ans qui ne dépassent généralement pas 78% du SMIC pour la troisième année ne sont pas concernés.



• EN PRATIQUE

Exemple d'un état résumé de cotisation d'un apprenti :

Rubriques de cotisations	Taux statutaire	Taux partagé	Taux pécun.	Assiette de cotisation	Base	Montant statutaire	Montant partagé	Montant pécun.	Effets	
									H	C
2710 Ligne d'exonération AF	100,000	100,000	0,000	420,38	1571,20	2424,90	3304,38	7728,34		1
2710 URSOAF Veillees base etale	0,000	100,000	100,000	420,38	820,38		820,38	820,38		1
4300 Cotisations Cots Pat Chômage				420,38			24,25	25,25		1
4300 Cotisations EXONÉRIE				420,38			-1507,25	-1507,25		1
4300 Cotisations Formation				420,38			-820,38	-820,38		1
4300 Cotisations Cots Pat URSOAF				420,38			-175,10	-175,10		1
4300 Cotisations Dueses				420,38			-420,38	-420,38		1
4300 Allouement des cotisations				420,38			240,34	240,34		1
7200 Base Imposables Appenti	0,000	100,000	100,000		210,00		316,80	210,00		1
7671 Kots Horses + de ale				420,38			-210,83	-210,83		1
7674 Kots Horses (prohibitives)				420,38			-210,83	-210,83		1
<b>Total sans cotise</b>						<b>210,00</b>	<b>380,98</b>	<b>820,74</b>		
2670 URSOAF Phal. objeté	0,000	0,100	0,100	820,38	820,38		8,62	8,62		1
2200 URSOAF Salade (+/- 70% SMC)	0,000	7,000	7,000	820,38	820,38		42,34	40,04		1
2200 URSOAF Veil. TA (+/- 70% SMC)	0,000	8,500	8,500	820,38	820,38		52,30	50,30		1
2200 URSOAF Veillees (+/- 70% SMC)	0,000	1,000	1,000	820,38	820,38		11,84	10,84		1
1000 URSOAF AT (+/- 70% SMC)	0,000	0,000	0,000	820,38	820,38		8,10	8,10		1
1000 URSOAF AF (+/- 70% SMC)	0,000	3,600	3,600	820,38	820,38		21,51	20,51		1
1000 URSOAF Salade (+/- 70% SMC)	0,000	0,300	0,300	820,38	820,38		1,87	1,87		1
4000 Absence Chômage (+/- 70% SMC)	0,000	4,000	4,000	820,38	820,38		20,20	20,20		1
4000 AGC	0,000	0,100	0,100	820,38	820,38		0,94	0,94		1
6000 Cotisations deliquet social	0,000	0,210	0,210	820,38	820,38		8,10	8,10		1
6000 COTS "au travail"	0,000	0,000	0,000	820,38	820,38		12,67	12,67		1
6000 Forêt social sur cotisations	0,000	8,000	8,000	8,10	8,10		0,69	0,69		1
6000 Allouement par URSOAF-AC				420,38			-100,30	-100,30		1
<b>Total CGSE</b>							<b>0,94</b>	<b>14,79</b>	<b>14,79</b>	
<b>Total CRF</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total CAPNSEC</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total PREVENANCE GENER</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
6000 Taux d'exonération	0,000	0,800	0,800	820,38	820,38		4,31	4,31		1
6700 Formales pécun. UE	0,000	1,000	1,000	820,38	820,38		8,21	8,21		1
<b>Total AGCFOS</b>							<b>0,94</b>	<b>18,47</b>	<b>18,47</b>	
<b>Total MATIELLE CRC</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total AGFY</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
6671 Repete T1 (+/- 70% SMC)	0,000	4,720	4,720	820,38	820,38		20,42	20,42		1
4626 CRG T1 (au 70% SMC)	0,000	1,200	1,200	820,38	820,38		8,34	8,34		1
6200 Allouement par Veille				420,38			-27,40	-27,40		1
<b>Total Faisies Arme Ag</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total AGRC</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total AGRC AFCE</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total AGRC ABTF</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total AGRC</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
6600 Prevoyance Assenti	0,000	1,300	1,300	820,38	820,38		8,10	8,10		1
<b>Total PREY GENERALING</b>							<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	<b>0,94</b>	
<b>Total</b>						<b>210,00</b>	<b>210,94</b>	<b>307,04</b>		



Les codes DUCS apprenti :

- La part de rémunération inférieure au plafond d'exonération est à déclarer sur :
  - CTP 726 : Cotisation patronales de Sécurité sociale.
  - CTP 423 : L'assurance chômage
- La part de rémunération supérieure au plafond d'exonération est à déclarer sur :
  - CTP 100 : Cotisation patronales de Sécurité sociale.
  - CTP 772 : L'assurance chômage



• EN PRATIQUE (suite)

Exemple d'un bulletin apprenti :



Apprenti et prélèvement à la source :

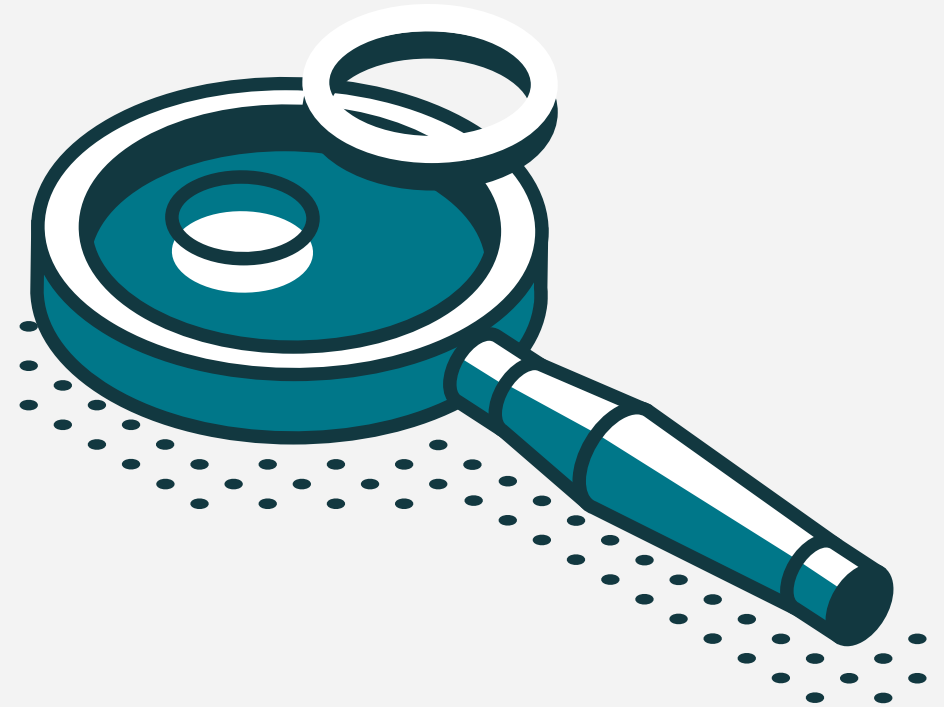
Les salaires tirés de l'apprentissage ne sont fiscalisés que dans de rares situations. Car, comme le rappelle l'administration, ils sont imposables seulement « pour la fraction des sommes excédant le montant annuel brut du salaire minimum interprofessionnel de croissance » (Bulletin officiel des finances publiques, 15 mai 2018).

Désignation	Montant	Base	Taux statutal	Part salaire		Part employeur	
				Gain	Perte		
Salaires Acronet	131,67	4,11		623,36			
<b>TOTAL BRUT</b>				<b>623,36</b>			
<b>SANTÉ</b>							
Déduction Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès		623,36		0,00		13,64	
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès		623,36		0,00		0,10	
Complémentaire Santé		623,36		0,00		0,00	
ACCIDENTS DE TRAVAIL - MALADIES PROFESSIONNELLES		623,36		0,00		0,10	
<b>RETRAITE</b>							
Sécurité Sociale de base		623,36		0,00		33,20	
Déduction sociale déportée		623,36		0,00		11,04	
Complémentaire Exécute T		623,36		0,00		17,48	
<b>FAMILLE</b>		623,36		0,00		24,51	
<b>ASSURANCE CHÔMAGE</b>		623,36		0,00		30,19	
<b>AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR</b>		623,36		0,00		20,53	
		0,10		0,00		0,00	
CSS déductible de l'impôt sur le revenu				0,00		0,00	
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu				0,00		0,00	
EXONÉRATION DE CONTRIBUTIONS EMPLOYEUR				0,00		-20,34	
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS ET CONTRIBUTIONS</b>				<b>0,00</b>		<b>21,90</b>	
Taxes Restant	10,30	0,30	40 000		61,30		
<b>NET À PAYER AVANT IMPÔT SUR LE REVENU</b>							
						<b>342,16</b>	
Soit évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations chômage et maladie						19,54	
<b>Impôt sur le revenu</b>							
		Base	Taux de prélèvement à la source	Montant			
Impôt sur le revenu prélevé à la source			0,30	0,30	0,00		
<b>Net payé en euros</b>							
						<b>342,16</b>	
<b>Annexe</b>							
Code	Salaires brut	Charges sociales	Charges patronales	Avantages en nature	Net imposable	Heures travaillées	Revenu imposable
Période	623,36	0,00	30,30	0,00	623,36	131,67	0,00
Année	1077,00	0,00	107,00	0,00	1070,00	455,01	0,00
Cotisations		Base	Montant	Dates de compte			
Cotisations		0,0000	0,0000	01/01	31/12		
Repos compensateur		0,0000	0,0000	01/01	31/12		
				01/01	31/12		
						<b>Adéquation des cotisations employeur</b>	<b>200,34</b>
						<b>Total versé par l'employeur</b>	<b>000,34</b>

# 6 / LA LODEOM EXONÉRATION DOM

## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

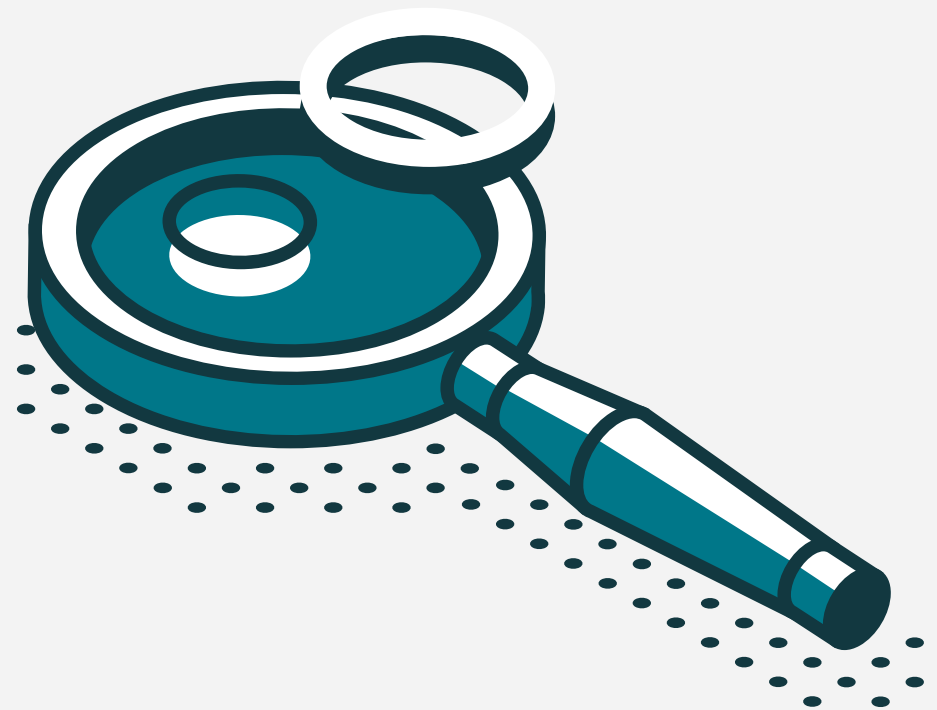
Dans la continuité de la suppression du CICE au profit de l'extension de la réduction générale applicable aux cotisations et contributions dues pour les périodes d'emploi courant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 modifie l'exonération bénéficiant aux employeurs situés en Outre-mer, dite « exonération LODEOM ».



### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES (suite)

Il convient dorénavant de distinguer les modalités de calcul de l'exonération LODEOM applicables d'une part :

- Dans les départements et régions d'Outre-Mer hors Mayotte (Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion).
- Et, d'autre part dans les collectivités d'Outre-Mer de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.



## • BARÈMES D'EXONÉRATION

Plusieurs barèmes d'exonération sont applicables en fonction de la situation de l'entreprise : secteur d'activité, taille de l'entreprise, chiffre d'affaires et localisation.

### À chacun de ces barèmes est associé :

- Une exonération totale qui décroît en fonction du niveau de rémunération et une formule de calcul permettant de déterminer le coefficient de l'exonération dégressive, des codes types de personnel spécifiques à utiliser dans vos déclarations.



Compte tenu du décalage entre l'entrée en vigueur et la parution des textes, le calcul et la déclaration de cette exonération devront faire l'objet d'une régularisation.

• EN PRATIQUE

Il existe dorénavant trois barèmes pour La Réunion qui sont les suivants :

Barème dit **de compétitivité**

>> Règle d'éligibilité <<

Barème dit **de compétitivité renforcée**

>> Règle d'éligibilité <<

Barème dit **d'innovation et croissance**

>> Règle d'éligibilité <<

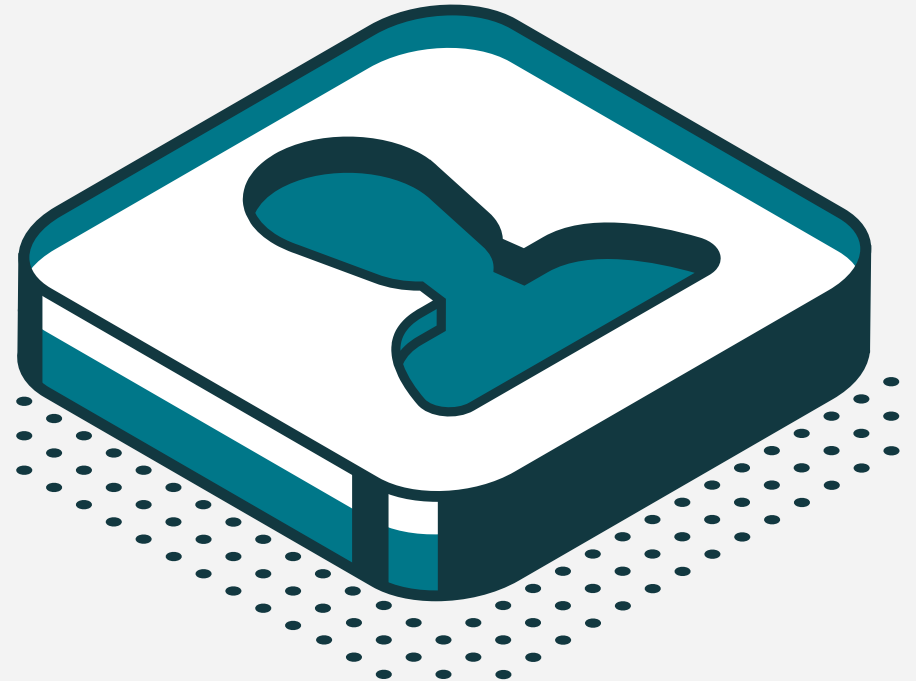


7 /

## LE FORFAIT SOCIAL LA SUPPRESSION

### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

En vue de développer le recours à l'intéressement et à la participation dans les entreprises de moins de 250 salariés, le forfait social est supprimé sur les sommes versées au titre de certains dispositifs d'épargne salariale.



## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES (suite)

Pour les entreprises de moins de 50 salariés, non soumises à l'obligation de mettre en place un accord de participation :

- Le forfait social est supprimé au titre des sommes versées dans le cadre d'un accord de participation, d'un accord d'intéressement et au titre de la contribution des entreprises à un plan d'épargne salariale ( plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif ).

Pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et moins de 250 salariés :

- Le forfait social est supprimé sur les sommes versées au titre de l'intéressement.

Sommes versées par les entreprises pour l'acquisition de titres émis par l'entreprise ou par une entreprise incluse dans le périmètre du groupe :

- Le taux du forfait social passe de 20 à 10 %.



**Ces dispositions sont applicables aux sommes attribuées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.**

8 /

## VERSEMENT TRANSPORT NOUVEAUX TAUX

### • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Le taux de versement transport (VT) ou le taux de versement transport additionnel (VTA) évolue sur le territoire de plusieurs autorités organisatrices de la mobilité (AOM) au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Pour les communes de La Réunion, il n'y a pas de changement à ce jour depuis les taux établis en 2017.



• **ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES (suite)**

Pour en savoir plus, consultez :

- La lettre circulaire n° 2018-0000039 :

[https://www.urssaf.fr/portail/files/live/sites/urssaf/files/Lettres\\_circulaires/2018/ref\\_LCIRC-2018-0000039.pdf](https://www.urssaf.fr/portail/files/live/sites/urssaf/files/Lettres_circulaires/2018/ref_LCIRC-2018-0000039.pdf)

- Notre module de recherche des taux VT :

<https://www.urssaf.fr/portail/home/taux-et-baremes/versementtransport.html>

9 /

# EXONÉRATION HEURES SUPPLÉMENTAIRES

## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Suite à une précision sur l'exonération des heures supplémentaires, une modification du paramétrage est nécessaire :

- Une précision a été apportée pour les salariés ayant des **heures supplémentaires exonérées** et dont la **rémunération excède le plafond de la sécurité sociale**. Ainsi, pour ces personnes, il faut calculer un taux moyen de cotisation vieillesse pour connaître le taux d'exonération de charges sociales salariales sur les heures supplémentaires.



## • ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES (suite)

- Pour les **apprentis**, l'exonération des **heures supplémentaires exonérées** ne s'applique que sur la part des **rémunérations qui excèdent 79% du SMIC**.
- La **CSG** sur les **heures supplémentaires exonérées** doit être **entièrement non déductible** des revenus imposables.
- Le **bulletin clarifié** est modifié dans ses sous-risques et risques pour un affichage isolé.



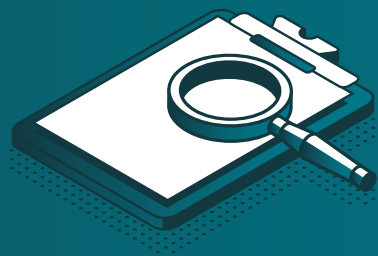
## • CADRE LÉGAL

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la rémunération des heures supplémentaires ainsi que leur majoration, ouvrent droit à une exonération de charges salariales et une exonération d'impôt sur le revenu jusqu'à 5000€ par an.

Les rémunérations versées au titre des heures supplémentaires et complémentaires sont exonérées des cotisations salariales d'assurance veuvage et d'assurance vieillesse, soit, chacune des cotisations d'assurance vieillesse d'origine légale et conventionnelle rendue obligatoire par la loi effectivement à la charge du salarié (Vieillesse plafonnée, vieillesse en totalité, retraite AGIRC-ARRCO T1 et CEG T1). Le taux ainsi calculé ne peut dépasser 11,31%.

La réduction s'applique à la rémunération de l'heure supplémentaire ou complémentaire, ainsi qu'à la majoration de salaire qui y est attachée dans la limite du taux de majoration prévu par accord collectif ou, à défaut, par le Code du Travail. À défaut d'accord, la réduction s'applique, en ce qui concerne la majoration salariale, dans la limite :

- Pour les heures supplémentaires, des taux de 25 % ou 50 % selon les cas
- Pour les heures complémentaires, du taux de 10 % ou 25 %, selon les cas



*To be continued...*

Chaque mois, FORMAT vous guide au fil des nouveautés légales liées à la Paie.

**Restons connectés !**